



LES OPÉRATIONS DE PAIX DE L'ONU : VERS UNE CAPACITÉ DE RÉACTION RAPIDE

Ces conflits internes d'une espèce nouvelle ont des caractéristiques particulières qui posent aux opérations de maintien de la paix des problèmes qu'elles n'avaient pas rencontrés depuis l'opération au Congo au début des années 1960. Ces guerres sont en effet habituellement menées non seulement par des armées régulières, mais aussi par des milices et des civils armés dont la discipline est douteuse et la chaîne de commandement mal définie. Ce sont souvent des guérillas sans véritable ligne de front. Les civils en sont les principales victimes, voire les principaux objectifs. Les crises humanitaires sont courantes².

Le Conseil de sécurité a établi des précédents qui ont fait sortir la définition de la paix et la sécurité internationales de son champ sémantique traditionnel : mentionnons le mandat concernant l'acheminement des secours humanitaires dans l'ancienne Yougoslavie; l'utilisation de la Force unifiée d'intervention pour rétablir la sécurité et assurer la livraison de l'aide en Somalie; et la mission envoyée en Haïti pour superviser la transition vers la démocratie et en faire respecter les conditions. Cela ne signifie aucunement que l'ONU a décidé de s'ingérer automatiquement et arbitrairement dans les affaires internes des États, ni que l'acquisition d'une capacité de réaction rapide la conduira nécessairement à l'interventionnisme. Plutôt, pareille évolution des choses montre tout simplement que le Conseil de sécurité est désormais disposé à envisager de s'interposer dans une gamme plus vaste de situations qu'avant 1988.

Les crises de ce genre (souvent intra-étatiques et de plus en plus complexes) exigent souvent une action rapide et résolue.

En Haïti, par exemple, ni plus ni moins qu'une petite bande de fiers-à-bras a bloqué la première tentative faite pour appuyer la transition démocratique. Par exemple, si l'ONU avait eu une présence plus forte et un état-major opérationnel en Haïti en 1993, ses forces auraient sans doute pu faire face à la situation. Le gouvernement élu démocratiquement dans ce pays aurait pu y retourner 18 mois plus tôt, et la population aurait souffert beaucoup moins dans la foulée des événements.

Ce qui n'a pas changé et ce qui n'est pas nouveau dans l'après-guerre froide, c'est l'importance du leadership quand l'heure est grave. On attend beaucoup de l'ONU. Les gouvernements comptent sur elle pour concevoir des solutions ou, à tout le moins, s'attaquer aux problèmes. Il en résulte une situation paradoxale décrite récemment par le Groupe de travail indépendant sur l'avenir des Nations Unies, dans son étude intitulée *The United Nations in its Second Half-Century* :

Dans presque tous les domaines d'activité de l'ONU, qu'il s'agisse du maintien de la paix, du développement, des droits de la personne ou de l'environnement, on lui demande d'assumer un plus grand rôle qu'avant et d'accepter de nouvelles responsabilités à un moment où les gouvernements cherchent de plus en plus à réduire leurs contributions financières et où ils hésitent même à fournir le soutien politique, militaire et matériel nécessaire³.

Si la seule institution mondiale mandatée pour protéger la sécurité internationale est incapable d'organiser une opération de paix efficace, il en découle logiquement que l'engagement pris dans la Charte par les États signataires de préserver les générations futures du fléau de la guerre perdra peu à peu toute signification.

Si la seule institution mondiale mandatée pour protéger la sécurité internationale est incapable d'organiser une opération de paix efficace, il en découle logiquement que l'engagement pris dans la Charte par les États signataires de préserver les générations futures du fléau de la guerre perdra peu à peu toute signification
